

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Dépénalisation de l'homosexualité : le débat ressurgit

Serge A. MOUSSADJI  
Libreville/Gabon

Le 9 décembre dernier, sur sa page Facebook, le pasteur Béni Ngoua Mbina, a accusé le ministre de l'Éducation nationale Camélia Ntoutoume-Leclercq de continuer à faire la promotion de l'homosexualité dans les manuels scolaires. Au point de les traiter de "sataniques". L'homme de Dieu a réapparu encore hier, plus déterminé que jamais (lire ci-dessus). Cette dernière n'a pas du tout apprécié cette attaque et a laissé son service communication réagir, par le même canal, pour présenter sa version des faits. Selon Ntoutoume-Leclercq, grâce à des documents brandis

sur les réseaux sociaux, son département n'a fait que poursuivre les réformes initiées par Séraphin Moundounga lorsqu'il était détenteur de ce portefeuille ministériel. "En images, la date de conception, le projet et l'identité du ministre signataire (Séraphin Moundounga, ndlr). Tout ceci a, en plus, été supprimé en 2019 avant l'arrivée de l'actuel ministre en charge de l'Éducation. À qui profite cette honteuse cabale au point de faire mentir un homme de Dieu, le pasteur Béni Ngoua Mbina ? Car cet homme de Dieu accuse à tort la ministre de faire la promotion de l'homosexualité dans le système éducatif gabonais", peut-on lire sur la

page Facebook de l'Éducation nationale.

En français facile, Moundounga a conçu le manuel et Ntoutoume-Leclercq a implémenté le programme. C'est-à-dire qu'elle s'est inscrite dans la continuité du service public sous l'ancien régime.

Mais est-elle la seule coupable quand on voit la célérité avec laquelle la loi a été votée ? Pour mémoire, le 23 juin 2020, les législateurs de la chambre basse du Parlement gabonais votent la dépénalisation de l'homosexualité. Le texte est adopté au Sénat le 29 juin suivant et signé par le président Ali Bongo, le 7 juillet.

Depuis le coup d'État du 30 août dernier, le Gabon



Photo: Sylvain MAGANGA

Les députés lors du vote de la loi sur l'homosexualité en 2020.

donne l'impression de vouloir faire machine arrière. Le gouvernement de la Transition met en place un processus de demande de propositions pour le ministère de la Réforme des institutions, et de nombreuses voix réclament un retour sur la loi de dépénalisation de 2020. L'une d'elles est celle de l'auteure Honorine Ngou. Cette dernière, dans son pamphlet "Homosexualité imposée, Gabon dévergondé" paru au début du mois de décembre, écrit : "dépénaliser l'homosexualité, c'est initier

les générations futures à s'abreuver dans les coins d'eau d'une pratique sexuelle qui remet en cause l'identité constitutionnelle gabonaise. Quand on connaît les dangers que présente l'homosexualité et les dérapages qu'elle peut entraîner, on peut se demander pourquoi le gouvernement et les parlementaires gabonais ont embarqué tout le monde dans la dépénalisation active et la promulgation rapide de l'homosexualité."

Les joutes, autour de ce sujet, ne font que commencer.

## Salubrité : Clean Africa et ses perspectives

Prissilia.M.MOUIY  
Libreville/Gabon

Le conseil d'administration de la société d'État Clean Africa s'est récemment réuni au siège de l'entreprise, sis à Mindoube, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Libreville. Plusieurs points étaient inscrits à l'ordre du jour des travaux dirigés par son président, David Mboussou. L'impérieuse nécessité d'établir le dialogue social au sein de cette société, le projet de création d'un centre de traitement et de valorisation des déchets ont, entre autres, constitué les points au menu de cette assemblée, la dernière de l'année 2023.

Cette rencontre, tenue quelques jours seulement après le passage du président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, à la décharge de Mindoube ainsi que dans les locaux de cette société, a permis aux administrateurs de Clean Africa d'entériner les solutions suivantes : la poursuite du dialogue social initié en réponse aux récents mouvements



Photo: SNN

Les membres du conseil d'administration de Clean Africa en conclave.

d'humeur entamés par certains membres du personnel, avec un accent particulier sur la nécessité d'accélérer l'accès des employés à l'assurance maladie.

Les revendications générales et spécifiques ont été minutieusement examinées, et des solutions seront progressivement mises en place pour y répondre. Il y a également l'accélération du projet de création d'un Centre de traitement et de valorisation des déchets à Nkoltang, afin d'en finir avec la décharge à ciel ouvert de Mindoube qui doit faire l'objet d'un projet de réhabilitation, la nécessité d'un cadre d'harmonisation plus resserré entre Clean Africa, les

communes ainsi que les instances budgétaires de l'État. Et ce, afin d'assurer une bonne prise en compte des besoins nécessaires aux différents acteurs de la lutte contre l'insalubrité dans les lois de finances, ainsi qu'une bonne répartition des ressources et responsabilités entre ces acteurs. À noter que suite à sa visite à Clean Africa, le président de la Transition avait annoncé une dotation en matériel supplémentaire afin de couvrir les besoins grandissants en matière de collecte des déchets ménagers. Le chef de l'État avait également donné des instructions qui ont été prises en compte par ce dernier Conseil d'administration de l'année.

## ESSR : Béni Ngoua Mbina dénonce les relents homosexuels du programme

ON  
Libreville/Gabon

La polémique autour de l'utilisation du guide en santé sexuelle et de la reproduction (ESSR), initiée par le ministère de l'Éducation nationale dans les établissements préprimaires et primaires, était hier au centre d'une conférence de presse animée par le prophète Béni Ngoua Mbina.

"Mon intention n'est pas d'attaquer qui que ce soit, mais de dénoncer l'utilisation d'un ouvrage qui contient des notions qu'il ne faut pas évoquer devant nos enfants (...). Nous nous attaquons au guide en santé sexuelle dans lequel il est mentionné des notions qui



Photo: DR

attirent l'attention des enfants à l'homosexualité dont ils n'ont pas besoin de connaître les contours", a dit le leader de l'Église de la lumière chrétienne (ELC).

Nous y reviendrons.